

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 28/3 (2001)

DOI: 10.11588/fr.2001.3.46517

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

qu'il appelle »la légende« d'une instigation nazie de l'Incendie du *Reichstag*, qui serait, selon lui, le seul fait de van der Lubbe, les nazis se contentant d'en tirer parti pour écraser ensuite l'opposition communiste et socialiste. Tel est aussi le cas de sa thèse de la »radicalisation cumulative« réfutant l'existence d'un projet initial d'extermination des juifs (intentionnaliste) pour attribuer le génocide à la surenchère des instances bureaucratiques durant la dernière phase de la guerre (fonctionnaliste). Attribuer la »Solution finale« à une chaîne d'improvisations dans le contexte d'un plan de germanisation des territoires de l'Est conduit à une double contradiction. Mentionner d'une part l'existence d'un tel plan lié à la thèse de l'espace vital, déjà formulée depuis le II^e Reich, n'est-ce pas reconnaître la part importante de l'idéologie. Et comment concevoir d'autre part l'éradication des juifs d'Europe occidentale si cette éradication ne s'inscrivait que dans un projet de colonisation de territoires d'Europe orientale? S'il est vrai qu'avec la »guerre de race« menée contre l'URSS, on assiste à une orgie de barbarie, le mépris de la vie humaine dont elle témoigne ne se substitue pas à l'antisémitisme, comme le suggère Mommsen lorsqu'il met sur le même plan la mise à mort des malades mentaux, le gazage des juifs et des prisonniers de guerre inaptes au travail et »le sort des travailleurs forcés et des Slaves« (p. 276). Ce qui lui vaut, comme il le reconnaît d'ailleurs, le reproche de certains jeunes historiens allemands de minimiser la spécificité de la »Solution finale«. Tendence qu'il prolonge par l'évocation de l'épuration ethnique, que constituerait, selon lui, quoique sous une forme moins cruelle, l'expulsion ultérieure des Allemands de Pologne et de Tchécoslovaquie dont la plupart auraient été »instrumentalisés contre leur volonté par le national-socialisme (p. 307).

Le débat entre intentionnalistes et fonctionnalistes, souvent véhément dans les années 80, dont bon nombre de ces contributions portent la marque, semble quelque peu dépassé depuis l'*Historikerstreit* puis la polémique autour de l'ouvrage de Goldhagen sur *Les bourreaux volontaires d'Hitler*. La conférence encore inédite de Mommsen intitulée »Barbarie et Génocide« (p. 268–282) tout en accordant plus de place à l'idéologie dans la »Solution finale« maintient son insertion dans le projet de germanisation des territoires de l'Est et celle d'Hitler »dictateur faible« par rapport à Himmler et à la hiérarchie bureaucratique nazie lui déniait ainsi le niveau de décision suprême, qui était le sien sur une question aussi fondamentale que l'extermination des juifs d'Europe.

Comme le soulignait déjà Philippe Burrin dans la revue d'histoire *Vingtième Siècle* d'octobre–décembre 1987, »les fonctionnalistes« ont échoué à convaincre qu'Hitler n'a pas été le responsable des grandes directions prises par le régime.

Rita THALMANN, Paris

Christof DIPPER, Rainer HUDEMANN, Jens PETERSEN (Hg.), *Faschismus und Faschisten im Vergleich. Wolfgang Schieder zum 60. Geburtstag*, Schernfeld (SH-Verlag) 1998, 276 S. (Italien in der Moderne, 3).

Cette publication d'un colloque en hommage à Wolfgang Schieder, l'un des pionniers de l'histoire comparée des fascismes, comporte 14 contributions subdivisées en quatre parties thématiques. Sont traités successivement: le débat historiographique sur la nature du fascisme italien, l'analyse du racisme et du fascisme en Italie et en Allemagne avant et pendant l'avènement au pouvoir, les variantes de la collaboration. On ne s'étonnera pas de la centralité du débat sur la nature du fascisme italien. W. Schieder est, en effet, parti du modèle italien pour dresser un inventaire de ses caractéristiques et voir dans quelle mesure elles sont présentes dans les autres modèles de fascismes. De plus, la polémique engagée à partir de 1970 par Renzo de Felice estimant que depuis la Shoah il n'y a pas de comparaison possible entre le nazisme et le fascisme italien, se poursuit ici, en particulier avec Renzo COLLETTI, qui accuse ce dernier de sous-estimer, voire de relativiser, le racisme d'exclusion des années

30-40 et l'introduction »autonome« d'un statut italien des juifs en 1938. Il va jusqu'à estimer qu'une politique italienne d'extermination n'était nullement impensable. Sans doute convient-il, comme le remarque Volker SELLIN, de ne pas sous-estimer l'antijudaïsme catholique. Encore que sa portée soit atténuée par la faible proportion de juifs en Italie, leur grande aptitude à l'assimilation, le retard de l'industrialisation et de la politisation populaire. Constat qui conduit l'historien israélien Moshé ZIMERMANN à montrer qu'il n'y a pas de corrélation claire entre fascisme et antisémitisme dans le cas de l'Italie et de l'Espagne franquiste, qui accueillirent et parfois sauvèrent des réfugiés du III^e Reich.

Reste néanmoins le rôle des législations nationales discriminatoires à l'encontre des juifs préparant et facilitant la phase de la déportation nazie dans les pays occupés avec le concours de gouvernements collaborateurs. Cas le plus dramatique qu'évoque Margit SZÖLLÖSI-JANZE: celui des 900 000 juifs, selon la législation raciale, c'est-à-dire des juifs et assimilés dont la moitié est déportée à partir de l'occupation allemande en mars 1944. Mais en s'appuyant sur la législation antijuive hongroise promulguée en 1940, qui avait créée dans la population et l'administration l'accoutumance à l'éviction des juifs. Autre aspect encore insuffisamment exploré: la comparaison des politiques d'occupation dont Lutz KLINKHAMMER souligne l'intérêt dans la mesure où ce sont souvent les mêmes personnes qui passent d'un pays à l'autre en expérimentant différents modèles de la domination nazie. Reflet, selon lui, du »chaos interne de la polycratie du III^e Reich« et de l'évolution de la situation militaire. Synonyme de conflits et de surenchère des services nazis, cette polycratie provoque une radicalisation plus marquée en Europe orientale, comme par exemple en Serbie où la liquidation des juifs et des tziganes est réalisée sur place alors qu'en Europe occidentale prévaut une modération relative pour ménager les chances de la collaboration. Une typologie de la collaboration n'en est encore qu'au stade initial. Des difficultés sont prévisibles en raison d'une part du poids des facteurs culturels. Comme, par exemple, dans le cas de la Roumanie, abordé par Armin HEINEN, où la Garde de fer applique dès 1940 une répression sauvage contre les adversaires politiques et les juifs, avec un mélange de violence archaïque et de mystique religieuse. Situation différente dans des pays partiellement sous occupation allemande comme l'Italie ou la Yougoslavie. L'intérêt indéniable de cette histoire comparative des fascismes est de révéler davantage les »zones grises« (Primo Lévi) entre opposition et collaboration, les interactions dans la pratique des fascismes, mais aussi les différences. Il importe cependant, et c'est la difficulté de la démarche, d'éviter toute relativisation du phénomène nazi. Que ce soit par des rapprochements excessifs ou la démythification de la *Gestapo* qu'analyse Norbert FREI. C'est ce que tentent les auteurs de ce colloque. Encore que l'on peut se demander ce que vient faire là l'introduction de régime de la RDA, ce livre a le mérite d'étendre l'investigation des fascismes à l'Europe du Sud-Est et d'ouvrir de nouvelles pistes à la recherche historique en la matière.

Rita THALMANN, Paris

Henry ROUSSO (Hg.), *Stalinisme et nazisme. Histoire et mémoire comparées*, Bruxelles (Editions Complexe) 1999, 387 p. (Histoire du temps présent).

Gut zehn Jahre nach dem Fall der Mauer und dem anschließenden Zusammenbruch der kommunistischen Regime in Osteuropa gibt es erste Bilanzen zur historischen Aufarbeitung. Genauer: Der Vergleich mit dem NS-deutschen Modell und damit einer Wiederaufnahme einer wie auch immer differenzierten Totalitarismusdeutung gewinnt an Bedeutung. Mit Stalinismus und Nazismus setzt der vom Direktor des Institut d'Histoire des Temps Presents, Henry ROUSSO, herausgegebene Band die gleiche Entgegensetzung wie Ian Kershaw und Moshe Lewin mit ihrem Band »Stalinism and Nazism. Dictatorships in comparison« (1997), der ein häufiger Referenzpunkt ist. Das hat zwei Stoßrichtungen: Einer-